



Etablissement Français du Sang Occitanie
Avenue de Grande Bretagne
31300Toulouse

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN LOCAL DE L'EFS OCCITANIE SITUE AU 97, RUE DE FENOUILLET, 31200 TOULOUSE

Procédure adaptée

Article 42 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS (1 A 3)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS.....	5
Article 1 - Objet du marché public – dispositions generales.....	6
1.1 Objet du marché public	6
1.2 Adresse et description du lieu de l'opération	6
1.3 Description générale des prestations.....	6
1.4 Décomposition en lots / phases techniques.....	6
1.5 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires.....	7
1.6 Procédure d'attribution.....	7
1.7 Durée du marché public.....	7
1.8 Langue d'exécution du marché public	7
1.9 Forme du marché public	8
1.10 Options	8
1.11 Titulaire du marché public	8
1.12 Sous-traitance.....	8
1.13 Intervenants de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, du coordonnateur SPS et du bureau de contrôle	9
1.14 Normes	10
1.15 Performance énergétique	10
Article 2 - Pièces constitutives du marché public.....	10
Article 3 - Prix.....	11
3.1 Contenu et caractère des prix.....	11
3.1.1 Contenu du prix	11
3.1.2 Forme du prix.....	13
3.1.3 Modalités de révision.....	13
3.2 Actualisation du prix	13
3.2.1 Mois d'établissement des prix du marché	13
3.2.2 Modalités d'actualisation des prix.....	13
3.3 Arrondi.....	14
3.4 Rémunération du Titulaire et des sous-traitants	14
Article 4 - règlement des comptes	15
4.1 Modalités de règlement des comptes	15
4.1.1 Demande de paiements mensuels	15
4.1.2 Dématérialisation des demandes de paiement	15
4.1.3 Modalités et contrôle du délai de paiement.....	16
4.1.4 Suspension des délais de paiement.....	16
4.1.5 Mode de règlement.....	17
4.2 Clause de financement et de sûreté	17
4.2.1 Cautionnement et retenue de garantie	17
4.2.2 Avance	18
4.2.1 Cession et nantissement de créance	18
4.2.2 Acomptes sur matériels, approvisionnements et fourniture	18
Article 5 - Délais	18
5.1 Délai d'exécution des travaux	18
5.2 Calendrier détaillé d'exécution des travaux	18
5.3 Période de préparation – programme d'exécution des travaux.....	19
5.4 Prolongation des délais d'exécution	19
5.4.1 Travaux modificatifs, difficultés imprévues, ajournement de travaux.....	19
5.4.2 Intempéries	19
5.5 Repliement des installations du chantier et remise en état des lieux	20
5.6 Délais pour remise des documents de synthèse fournis après exécution.....	20
Article 6 - Pénalités et retenues	20
6.1 Pénalités de retard dans l'exécution des travaux	20
6.2 Pénalités pour mauvaise exécution	21
6.2.1 Pénalités pour mauvaise exécution.....	21
6.3 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	21
6.4 Absence aux réunions de chantier.....	21
6.5 Sécurité de la prestation	21

6.6	Pénalité pour levée des réserves.....	22
6.7	Pénalité pour manquement de la loi relative à la sous-traitance	22
6.8	Retard dans le repliement des installations de chantier	22
6.9	Retenue pour remise des documents fournis après exécution.....	22
Article 7 -	Réalisation des travaux	22
7.1	Provenance - qualité - contrôle et prise en charge des matériaux et produits	22
7.2	Plans d'exécution - notes de calculs - études de détails	22
7.3	Installation organisation, sécurité et hygiène du chantier.....	23
7.3.1	Zones de stockage	23
7.3.2	Réunion de chantier conduite des travaux	23
7.3.3	Représentant du Titulaire pour l'exécution	23
7.3.1	Registre de chantier.....	23
7.3.1	Forme des notifications et informations au Titulaire	24
7.3.2	Nettoyage	24
7.3.3	Inspection commune préalable du/des lieu(x)d'intervention	24
7.3.4	Plan de prévention.....	24
Article 8 -	réception des travaux - Garanties	25
8.1	Réception	25
8.2	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	25
8.3	Documents fournis après exécution.....	25
8.4	Délai de garantie	25
Article 9 -	Modifications relatives au Titulaire	25
Article 10 -	Résiliation du marché public.....	26
10.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	26
10.2	Résiliation aux torts du Titulaire	26
Article 11 -	Exécution aux frais et risques.....	27
Article 12 -	Assurance.....	27
12.1	Assurance pour les risques professionnels	27
12.2	Assurance responsabilité civile (RC).....	27
12.2.1	RC après travaux.....	27
12.2.2	Justificatif d'assurance.....	27
12.3	Assurance responsabilité civile décennale.....	27
12.4	Assurance des travaux	28
12.4.1	Assurance tous risques Chantier.....	28
12.4.2	Assurance dommages – ouvrage.....	28
12.5	Dispositions diverses	28
12.5.1	Absence ou insuffisance de garantie du Titulaire.....	28
12.5.2	Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage.....	28
12.5.3	Sinistres	28
Article 13 -	Règlement des litiges	29
Article 14 -	Obligations du Titulaire AU REGARD DE SA SITUATION SOCIALE	29

Contexte de la consultation

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS est le relais entre la générosité des donneurs et les besoins transfusionnels des malades.

1/ Les missions de l'EFS

Sa mission première est d'assurer la satisfaction des besoins en produits sanguins labiles (PSL) sur l'ensemble du territoire national. Pour cela l'EFS dispose du monopole des activités de collecte, de préparation, de qualification et de distribution des PSL aux établissements de soins privés et publics.

Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 140 sites de collectes en France ainsi que dans le cadre de collectes mobiles qui représentent plus de 80% des prélèvements effectués par l'EFS. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 26 plateaux de préparation.

L'immunohématologie

Au moment de la distribution, l'EFS assure souvent l'activité d'immunohématologie pour les patients receveurs. Cette activité permet de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

La distribution

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

2/ Les autres missions de l'EFS

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies¹ en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

¹LFB : Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies

1. DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

CCAG Travaux : Cahier des clauses administratives générales travaux

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

Comptable assignataire : Agent Comptable secondaire des Etablissements français du sang Occitanie

Décret : Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de quinze Etablissements de transfusion sanguine (**ETS**) dont douze en métropole et trois dans les départements d'outre-mer ;

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS ;

Loi MOP : Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Maître d'ouvrage : Etablissement Français du Sang Occitanie, pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés

Maître d'œuvre : SCP Cirgue-Dargassies / Ceercé

Marché public : Marché ordinaire à prix forfaitaire

Ordonnance : Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Pouvoir adjudicateur : l'Etablissement Français du Sang (EFS) Occitanie

Représentant du pouvoir adjudicateur : pour l'Etablissement Français du Sang Occitanie, le Directeur de l'EFS Occitanie ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur ;

Titulaire : Le soumissionnaire auquel est attribué le marché public

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché public

Le marché a pour objet la réalisation de travaux dans un local occupé par l'EFS Occitanie et décrit à l'article 1.2 du présent CCAP.

1.2 Adresse et description du lieu de l'opération

Ces travaux sont à réaliser dans un local de l'EFS Occitanie situé au 97 rue de Fenouillet, 31200, Toulouse.

Il s'agit d'un ensemble immobilier **loué**, d'une surface plancher d'environ **6655 m²** sur un terrain d'environ **17281 m²**.

Les locaux cet immeuble R+1, à usage **d'entrepôt + bureaux d'accompagnements** se décomposent comme suit :

- **2 322 m²** de surface planchée au rez-de-chaussée d'entrepôt,
- **302 m²** de bureaux au rdc à aménager par le bailleur
- **422 m²** de bureaux au r+1 à aménager par le bailleur
- **40** emplacements de parking VL extérieurs, dont le nombre réglementaire d'emplacements PMR.

1.3 Description générale des prestations

Il s'agit de prestations d'aménagement de second œuvre. Il n'y a pas de travaux de structure. Ces travaux interviennent dans un site dont l'EFS est locataire.

Les installations résultant des travaux ont vocation à être déposées à l'issue de la période de location. Des solutions modulables doivent donc être privilégiées.

Les travaux attendus concernent des cloisons, une chambre froide, des travaux de chauffage, ventilation, climatisation, plomberie et sanitaires, et d'électricité.

1.4 Décomposition en lots / phases techniques

La consultation est composée de 3 lots définis comme suit, chaque lot constituant un marché public, acte contractuel, distinct des autres, à compter de la conclusion :

Le présent marché est alloti en 3 lots :

- Lot 01 : Cloisons / chambre froide
- Lot 02 : Chauffage / ventilation / climatisation / Plomberie Sanitaires
- Lot 03 : Electricité courants forts et faibles

Chaque lot donnant lieu à un marché, conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le marché s'effectue en une et unique phase technique.

1.5 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires

Les prestations supplémentaires éventuelles sont décrites dans le CCTP. Le RPA se réserve le droit de la lever suite à l'attribution du marché. Elles se répartissent comme suit :

➤ Lot 1 : Cloisons chambre froide

PSE 1 : Motorisation des portes battantes

PSE 2 : Protection mécanique des panneaux

➤ Lot 2 : Chauffage / ventilation / climatisation / Plomberie Sanitaires

PSE 1 : Salle de formation

PSE 2 : Ventilation de la zone de collecte

PSE 3 : Rideau d'air chaud sur air ambiant

➤ Lot 3 : Electricité courants forts et faibles

PSE 1 : Salle de formation

PSE 2 : Détection incendie des bureaux

1.6 Procédure d'attribution

Le présent marché est soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (OMP) ainsi qu'au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (DMP).

Le présent marché public est passé selon une procédure adaptée soumise aux articles suivants :

- Article(s) 42 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Article(s) 27 et 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.7 Durée du marché public

Le marché public prendra effet à compter de sa notification et se terminera à la fin de l'année de parfait achèvement, le cas échéant prolongée.

Pour mémoire, le délai de la garantie de parfait achèvement est de douze mois à compter de la date de réception. Ce délai peut être prolongé si les réserves signalées ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

1.8 Langue d'exécution du marché public

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français).

1.9 Forme du marché public

Il s'agit d'un marché ordinaire (article 4 alinéa 2 de l'Ordonnance, et article 17 du Décret).

1.10 Options

Conformément à l'article 30 I 7° du Décret, l'EFS se réserve la possibilité de passer un marché public de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché public précédent dans la limite des trois ans à compter de la notification du marché public initial.

1.11 Titulaire du marché public

Les caractéristiques du Titulaire du marché public, désigné dans le présent CCAP sont précisées à l'article B.1 de l'acte d'engagement.

En cas de co-traitance, un des membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement, remplira le rôle de mandataire.

Le mandataire devra informer le RPA de l'identité de la personne le représentant, interlocuteur de la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

A défaut d'avoir désigné une autre personne pour exercer cette coordination, le mandataire serait considéré comme étant l'interlocuteur.

1.12 Sous-traitance

En application de l'article 134-2° du décret du 25 mars 2016, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation de l'appel d'offres (article 6.1 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

La demande d'agrément d'entreprises sous-traitantes devra impérativement intervenir dans un délai compatible avec les nécessités de réalisation de l'inspection, la réalisation du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) du sous-traitant.

En application de l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le sous-traitant doit adresser sa demande de paiement au titulaire du marché ainsi qu'à l'EFS. Il joint la copie des factures établies au nom du titulaire, à sa demande de paiement

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant ainsi qu'à l'EFS.

Le délai de paiement court à compter de la réception de l'accord du titulaire ou de l'expiration du délai de 15 jours si le titulaire n'a notifié aucun accord ou refus au pouvoir adjudicateur.

Précisions :

- ✓ la demande de paiement n'est pas une facture, elle doit être impérativement libellée au nom de l'EFS (pouvoir adjudicateur),
- ✓ les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire,
- ✓ le titulaire reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse à l'EFS pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes.

La demande de paiement doit être libellée au nom du pouvoir adjudicateur (article 136 du décret précité).

Les factures émises par le sous- traitant le sont au nom du titulaire. En effet, le titulaire étant seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, il est nécessaire qu'il enregistre dans sa propre comptabilité le montant des factures se rapportant aux prestations qu'il a sous-traitées.

La demande de paiement établie par le sous-traitant permet d'informer le pouvoir adjudicateur de la réalisation des travaux et du montant qui lui est dû en application de l'article 135 du décret précité.

En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures au nom du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'utilisation du portail de dématérialisation, le sous-traitant dépose sa demande de paiement directement sur le portail.

1.13 Intervenants de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, du coordonnateur SPS et du bureau de contrôle

Maître d'Ouvrage:

Etablissement Français du Sang Occitanie
Avenue de Grande Bretagne BP 3210
31027 Cedex 3

Maîtres d'œuvre :

SCP CIRGUE-DARGASSIES
40 boulevard des Récollets
31400 TOULOUSE

CEERCÉ
157 rue du Férétra
31400 TOULOUSE

1.14 Normes

L'ensemble des prestations du présent marché public doit se conformer aux normes européennes et françaises homologuées ou aux normes applicables en France en vertu d'accords internationaux. Un rappel des normes à respecter est évoqué dans les CCTP du marché.

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de la réglementation française et européenne et, d'une manière générale, de tous les textes législatifs et réglementaires intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le Titulaire et contraire aux dispositions législatives et réglementaires est réputée non écrite.

1.15 Performance énergétique

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public.

Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.
Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire – DPGF) n'ont pas de valeur contractuelle. Seul le montant total de chaque lot est contractuel. La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) de chacun des lots sert de base au chiffrage des travaux supprimés ou supplémentaires éventuels. Ce document n'est pas contractuel et ne peut être opposé au maître d'ouvrage notamment en matière de quantités réellement exécutées. Ce document est nécessaire à la vérification de l'offre et les prix doivent absolument être précisés sous peine de voir l'offre déclarée irrecevable ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières commun aux lots (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières du ou des lots du Titulaire (CCTP) et les Plans fournis au DCE ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du MINEFE du 8 septembre 2009 (publié au JO les 1^{er} et 24 octobre 2009),
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et règles de calcul.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil approuvé par arrêté du MINEFE du 30 mai 2012 (publié au JO le 8 juin 2012).
- Le mémoire technique **ET** le cadre de réponse propre à chaque lot (et, le cas échéant, les annexes jointes) ;
- Le planning prévisionnel des Travaux ;
- les déclarations de sous-traitance postérieures à la notification du marché public ;
- Les décisions ou informations notifiées par l'EFS au Titulaire et faisant courir un délai.

Hormis le CCAG-Travaux applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par la personne publique, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-Travaux applicable et le CCTG-Travaux applicable, bien qu'ils ne soient pas matériellement joints au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux pièces contractuelles listées ci-dessus est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché ne sera admise.

A l'appui de son offre, l'entrepreneur a présenté les documents listés ci-après qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents

Ces engagements unilatéraux sont l'ensemble des pièces constituant le mémoire technique prévu par le RC.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG Travaux, la notification du marché au titulaire ne comportera que l'acte d'engagement et ses annexes. Le titulaire est réputé avoir conservé une copie de son offre, du CCAP et du CCTP.

Par dérogation aux articles 1 et 51 du CCAG Travaux, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG Travaux.

ARTICLE 3 - PRIX

3.1 Contenu et caractère des prix

3.1.1 Contenu du prix

En application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont hors taxes et sont réputés comprendre, sans que l'énumération ci-après soit limitative :

- Tous les travaux décrits ou non, mais nécessaires au complet et parfait achèvement ainsi qu'au bon fonctionnement des ouvrages et leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, compris toutes sujétions, finitions, raccords et nettoyage avant emploi de matériaux et fournitures neufs et de premières qualité.
- Tous les salaires et frais liés à la réalisation parfaite de l'ouvrage, à l'encadrement de chantier, aux participations aux réunions de chantier, aux réunions de synthèse et aux réunions spécifiques à la demande du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et autres intervenants sur le chantier.
- Les frais généraux, impôts et taxes.
- Les sujétions liées à l'exécution simultanée des différents lots, qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps, de lieux, et de nature de sol où s'exécutent les travaux.
- Les dégâts causés aux voies publiques ou aux existants, infrastructures et équipements de l'EFS, dont la réparation est à la charge de l'entreprise responsable, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux.
- Les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

- Les dépenses relatives à l'installation et à la désinstallation du chantier et les frais de chantier ainsi que y compris les dépenses communes de chantier dont les dépenses d'entretien.
- Le titulaire supporte les éventuels frais de réalisation de prototypes qui peuvent être demandés par le maître d'ouvrage. Étant entendu qu'après acceptation, les prototypes pourront faire partie intégrante de l'ouvrage.
- La gestion des déchets selon les normes en vigueur.

Il est notamment précisé à cet égard que toutes ambiguïtés ou imprécisions pouvant intervenir après la signature du marché entre les différents corps d'état et n'apparaissant pas dans les documents contractuels, plans, devis descriptif, etc., seront pris en charge par le titulaire au titre du présent marché.

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :

- avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- avoir tenu compte de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleuses et travailleurs et portant transpositions de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 ;
- avoir procédé le cas échéant à une visite détaillée des bâtiments et du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions particulières de travail liées à la présence du personnel dans le cas de travaux en site occupé, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.) ;
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre, , le cas échéant, du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.

Il aura intégré dans son offre les délimitations du périmètre du chantier, étant entendu qu'en aucun cas les personnels non-autorisés ne devront pouvoir pénétrer dans la zone du chantier.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG Travaux.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage. De ce fait, aucune contestation ne peut être admise après la remise de l'offre sous prétexte d'une mauvaise appréciation des conditions d'exécution.

Le titulaire garde la charge des frais suivants :

a) Suivant la nature des fournitures mises en œuvre, le titulaire prend les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux.

b) Les frais de réparation et de remplacement des éléments centraux d'équipements très spécialisés et particulièrement onéreux, s'il réalise de telles installations.

c) Les frais relevant des assurances obligatoires.

En cas de non-respect de ces exigences, le RPA, le maître d'œuvre se réservent chacun la possibilité, après lettre de mise en demeure fixant un délai maximal d'intervention pour l'entreprise, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire, les prestations correspondantes.

Les frais pourront être déduits du décompte général ou attribué au compte prorata

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

3.1.2 Forme du prix

Le marché public est traité à prix forfaitaire.

Les prix sont détaillés au moyen d'un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

3.1.3 Modalités de révision

Les prix du marché public sont des prix fermes en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels.

3.2 Actualisation du prix

Les répercussions sur les prix du marché public des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois (M0) correspondant à la date limite de remise des offres.

3.2.2 Modalités d'actualisation des prix

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

En vertu de l'article 13.1.7 du CCAG, l'actualisation consiste à multiplier le montant des décomptes mensuels du marché par le coefficient d'actualisation.

Les indices utilisés sont les index nationaux bâtiment (index BT) publiés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

L'index retenu pour l'ensemble des lots est l'indice du coût de la construction.

Le montant actualisé de décompte mensuel (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :
$$P = P_0 \times [I(m-3)/I_{m0}]$$

Dans laquelle :

P₀ = montant du décompte mensuel en fonction des prix figurant au CDPGF initial.

I (m-3) = indice à la date de début d'exécution des prestations moins trois mois.

I_{m0} = indice de la date de fixation du prix dans l'offre.

NOTA : En cas d'arrêt ou de suppression de l'indice de prix, l'indice initial est automatiquement remplacé par l'indice figurant dans la table de concordance établie par l'organisme publiant l'indice ou par l'indice correspondant défini par ce même organisme. Faute de table de concordance ou d'indice correspondant, un nouvel indice est pris en compte et fait l'objet de la conclusion d'un avenant entre le Titulaire et l'EFS.

3.3 Arrondi

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG, lors de la mise en œuvre de l'actualisation des prix, telle que décrite ci-dessus, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

3.4 Rémunération du Titulaire et des sous-traitants

Préalablement à leur intervention sur le chantier, les sous-traitants directs (de premier rang) et indirects (de deuxième, troisième rang etc...) devront être acceptés par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 134 du Décret, et à l'article 3.6 du CCAG. Ils bénéficient des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils seront obligatoirement payés directement pour les prestations sous traitées supérieures à 600 € TTC.

Le Titulaire, en vue d'obtenir l'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant, doit fournir l'intégralité des renseignements prévus à l'article 134 du Décret :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements susvisés.

Pour chaque déclaration de sous-traitance, le candidat doit utiliser le formulaire DC4 disponible sur le site Internet suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-dc4-et-notice-explicative>

Le Titulaire doit, en outre, remettre au sous-traitant un document précisant les mesures d'organisation générale retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ce document est initialement établi par l'EFS et le Titulaire.

Au cas où le Titulaire aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande avant le démarrage de leurs interventions, les plans de prévention.

ARTICLE 4 - **REGLEMENT DES COMPTES**

4.1 Modalités de règlement des comptes

Les modalités du règlement des comptes du marché sont soumises aux dispositions des articles 11 et 13 du C.C.A.G.

Les travaux seront constatés et réglés à leur avancement ; le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage sur présentation du décompte général définitif, accompagné de la situation pour solde.

4.1.1 Demande de paiements mensuels

Le Titulaire envoie au maître d'œuvre un projet de décompte comportant les indications suivantes :

1. La désignation des parties contractantes du marché (Titulaire et Maître d'Ouvrage) et le cas échéant, celle des co-traitants et sous-traitants payés directement ;
2. Les références du marché et éventuellement de chacun des avenants et actes spéciaux ;
3. L'objet succinct du marché ;
4. Les travaux exécutés objet du décompte ;
5. La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

4.1.2 Dématérialisation des demandes de paiement

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique.

Les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule **CHORUS PRO**. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Le calendrier de l'obligation de transmission des factures sous forme dématérialisée est le suivant :

- A compter du 1er janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises et les personnes publiques.
- A compter du 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (entre 250 et 5000 salariés, CA < 1,5 Md€ ou bilan < 2 Mds€).
- A compter du 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés, CA < 50 M€ ou bilan < 43 M€).
- A compter du 1er janvier 2020 : obligation pour les micro-entreprises ou très petites entreprises (moins de 10 salariés, CA ou bilan < 2 M€).

Si le Titulaire souhaite transmettre ses factures via **CHORUS PRO** avant l'échéance fixée par l'obligation, il en a la possibilité.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans **CHORUS PRO** le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via **CHORUS PRO**, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par la Personne Publique.

NB : le numéro de SIRET de l'EFS figure dans l'Acte d'engagement.

4.1.3 Modalités et contrôle du délai de paiement

Le paiement est assuré dans les conditions fixées aux articles 109 et suivants du Décret.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

L'EFS se libérera des sommes dues au Titulaire par virement administratif sur le compte bancaire du Titulaire.

Les factures seront payées sur le budget propre de l'EFS.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencée à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement de l'EFS, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

4.1.4 Suspension des délais de paiement

Si, du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérifications ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, HUIT JOURS (8) au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement en précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception pour le Titulaire de cette lettre recommandée. Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyée par le Titulaire comportant la totalité des justifications qui lui ont été demandées ainsi qu'un bordereau de pièces transmises.

Si le délai de paiement restant à couvrir à compter de la fin de la suspension est inférieur à QUINZE JOURS (15), l'ordonnateur dispose toutefois pour payer d'un délai de QUINZE JOURS (15).

4.1.5 Mode de règlement

- **Cas d'un Titulaire unique**

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à l'ordre du Titulaire au RIB indiqué dans l'Acte d'Engagement.

- **Cas d'un groupement conjoint**

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie à l'Acte d'Engagement par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

- **Cas d'un groupement solidaire**

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie à l'Acte d'Engagement par virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

4.2 Clause de financement et de sûreté

4.2.1 Cautionnement et retenue de garantie

Le marché public prévoit une retenue de garantie égale à 5 % du montant TTC du marché public, et augmentée des avenants éventuels.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par **une garantie à première demande** ou si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles 123 et 124 du Décret.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché public, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur garantie ou leur caution à première demande sont libérés si l'administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement selon le cas que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par l'administration contractante.

4.2.2 Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies à l'article 110 du Décret.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément à l'article 111 du Décret.

4.2.1 Cession et nantissement de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectueront conformément aux articles 127 et suivants du Décret précité.

4.2.2 Acomptes sur matériels, approvisionnements et fourniture

Aucun acompte sur matériels de chantier, approvisionnement et fournitures n'est versé au Titulaire.

ARTICLE 5 - DELAIS

5.1 Délai d'exécution des travaux

Le maître d'ouvrage délivrera un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

L'envoi de l'ordre de service de démarrage est prévu semaine de manière prévisionnelle semaine 15 ou 16.

Le délai d'exécution des travaux, tout corps d'état confondus, est fixé à **12 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage.**

Ce délai comprend les périodes de congés payés.

Le Titulaire s'engage à conserver les effectifs nécessaires à l'avancement du chantier pendant les périodes de congés scolaires et les mercredis.

Le délai de travaux de chacun des lots s'inscrit dans le délai global. Seules les intempéries déclarées légalement ou réglementairement seront comptabilisées.

5.2 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution défini lors de la première réunion de chantier se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié par Ordre de Service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord du/des différents Titulaire(s), comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de **l'article « Durée du marché public »**.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) Titulaire (s) des marchés publics responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

5.3 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, une période de préparation de 15 jours est fixée pour l'ensemble des lots à compter de la notification du marché public.

5.4 Prolongation des délais d'exécution

5.4.1 Travaux modificatifs, difficultés imprévues, ajournement de travaux

L'importance de la prolongation des délais d'exécution sera arrêtée par le RPA au vu d'un état justificatif détaillé présenté par le maître d'œuvre sur la base :

- de la nature des prestations supplémentaires
- d'un recalage du planning d'exécution

De plus, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire d'interrompre l'exécution de ses travaux dans l'intérêt de l'activité de l'EFS.

Dans ce cas, la durée d'interruption cumulée, supérieure à cinq jours ouvrés, pourra donner lieu à une prolongation du délai d'exécution en application de l'article 19.2.2 du CCAG Travaux.

5.4.2 Intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 1 jour toutes les 2 semaines de travaux effectifs.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du CCAG Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée raisonnable.

Le titulaire devra apporter des éléments concrets du dépassement des conditions susvisées.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du lieu d'exécution des travaux objet du présent marché public.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation liée aux contraintes et doit tenir compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- Dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- Contraintes liées à un contrôle d'accès au sein des zones de travaux.
- Sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au présent CCAP.
- Contraintes géotechniques : les sondages disponibles sur le site des travaux seront fournis au titulaire. Le cas échéant, le titulaire réalise à ses frais les sondages nécessaires,
- Encombrements du sous-sol : le titulaire réalise les enquêtes préalables chez les concessionnaires, les services publics et privés pouvant être concernés.
- Contraintes liées à l'environnement.
- Contraintes liées à l'activité de la zone dans laquelle se situent les travaux à réaliser.

Une prolongation des délais sera décidée par le RPA lorsque le titulaire du marché constate une différence entre les plans fournis par les exploitants de réseaux et la réalité du sous-sol. Le RPA supportera seul les frais de ce retard.

5.5 Repliement des installations du chantier et remise en état des lieux

Compris dans le délai d'exécution des travaux.

5.6 Délais pour remise des documents de synthèse fournis après exécution

Les dispositions du C.C.A.G. sont applicables (article 40).

Le retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le Titulaire (dossier d'ouvrage exécuté – DOE) pourra donner lieu à une retenue conformément au présent CCAP.

ARTICLE 6 - PENALITES ET RETENUES

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Travaux.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou font l'objet de factures correspondantes.

Par dérogation aux stipulations de l'article 20.4 du CCAG, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du maître d'œuvre validé ensuite par le maître d'ouvrage.

Les pénalités définies ci-après se cumulent entre elles.

Le titulaire s'engage à exécuter les travaux, dans le strict respect du délai d'exécution contractuel. Pour y parvenir, il doit mettre en place, sur le site, du personnel qualifié, motivé et en nombre suffisant. Le non-respect de ces contraintes de temps entraîne l'application des pénalités ci-dessous.

6.1 Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 20 et suivants du CCAG, le Titulaire subira en cas de non-respect de la date limite d'achèvement des travaux fixée dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux, les pénalités journalières suivantes : 300 euros HT et ce, dès le premier jour calendaire de retard.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le planning d'exécution. Le Maître d'Ouvrage répartit les pénalités entre les Titulaires responsables des retards.

6.2 Pénalités pour mauvaise exécution

6.2.1 Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations qui lui sont confiés au titre du présent marché public, l'EFS pourra lui infliger, sans préavis, une pénalité forfaitaire de 300 € HT par type de manquement constaté.

Par manquement constaté, il est notamment entendu les cas visés ci-dessous :

- Absence, retrait, réduction ou insuffisance du personnel de chantier nécessaire au bon déroulement du chantier ou à la continuité ou l'achèvement d'une tâche indispensable à l'achèvement des travaux, tous corps d'état prévus par le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Toutes instructions données par le pouvoir adjudicateur non suivies d'effet ;
- Non remise de documents, échantillons, tout document nécessaire au Maître d'Œuvre, plans de recollement, procès-verbal d'implantation des ouvrages, etc...
- Non prise en compte des directives du Maître d'Ouvrage relatives au nettoyage du chantier et des voiries et à l'hygiène et à la sécurité ;
- Retard dans la production des pièces (carnet de détail, documents écrits,...) nécessitant un avis, avant réalisation, du Maître d'Œuvre.

6.3 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant du marché public /10% du montant des bons de commande notifiés dans le cadre du présent accord-cadre sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le RPA pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le RPA est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le RPA peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

6.4 Absence aux réunions de chantier

Une pénalité forfaitaire pour absence ou retard aux réunions de chantier sera appliquée par le Maître d'Ouvrage; cette pénalité définitive, retenue sur le décompte mensuel, s'élève à 100 € par absence non justifiée.

6.5 Sécurité de la prestation

L'absence de document réglementaire de sécurité, de transmission de justificatifs réglementaires dans les 2 mois qui suivent la notification du marché ou lors de toute demande du RPA fera l'objet de pénalités de retard de 100 € HT par semaine calendaire de retard.

6.6 Pénalité pour levée des réserves

La pénalité est constatée par un constat contradictoire. Pénalité journalière de 100 € HT par jour et par lot dès le premier jour calendaire de retard calendaire de retard.

6.7 Pénalité pour manquement de la loi relative à la sous-traitance

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT en cas de sous-traitance non déclarée et/ou non acceptée, et/ou non agréée, constatée par le RPA après réalisation des prestations.

Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée sans mise en demeure préalable.

Le RPA dispose, par ailleurs, du pouvoir de résilier le marché public, sans indemnité au profit du Titulaire, en cas de non-respect de la loi relative à la sous-traitance.

6.8 Retard dans le repliement des installations de chantier

En cas de retard, les opérations d'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 100 € HT par jour de retard à compter du lendemain du délai de 30 jours à compter du lendemain de la demande du maître d'ouvrage (dérogation à l'article 37.2 du CCAG). Par dérogation à l'article 37 du CCAG Travaux, les dispositions du présent article s'appliquent sans mise en demeure préalable.

6.9 Retenue pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une retenue égale à 200 € HT, par document rendu en retard, sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG Travaux, sur les sommes dues au titulaire, et ce dès le premier jour calendaire de retard.

ARTICLE 7 - REALISATION DES TRAVAUX

7.1 Provenance - qualité - contrôle et prise en charge des matériaux et produits

L'ensemble des cahiers des charges, DTU (documents techniques unifiés), des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

Le Titulaire doit proposer des produits de qualité au moins équivalentes aux caractéristiques prévues dans le CCTP, d'aspect identique aux définitions prévues dans ce document.

Dans tous les cas, les matériaux ou produits présentés en équivalences devront être précisés dans l'offre ou le marché, avant notification faute de quoi les produits indiqués en base devront être mis en œuvre. Le Titulaire indique dans son offre les matériaux ou produits qu'il va mettre en œuvre.

7.2 Plans d'exécution - notes de calculs - études de détails

Il est précisé que le Titulaire a la charge de l'établissement des études d'exécution des ouvrages.

Le Titulaire a en charge l'établissement et la diffusion des plans de fabrication et de construction, de calepinage, de réservation, de câblage, les notes de calcul et les plans des éléments préfabriqués ainsi que toutes spécifications nécessaires à l'usage du chantier en cohérence avec les plans de synthèse correspondants. Ces plans seront soumis aux visas du Maître d'Œuvre, au représentant du Maître d'Ouvrage ainsi que du bureau de contrôle.

Sont également à la charge du Titulaire :

- l'établissement et la présentation des plans, note de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues au 29 du C.C.A.G. travaux, notamment les plans d'implantation concernant les autres corps d'état,
- le plan d'installation et d'aménagement du chantier. A fournir préalablement pour organisation préventive et gestion de la sécurité.

Sont à la charge du Titulaire, l'établissement et la présentation des plans d'exécution, note de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. travaux.

Le Titulaire doit disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le Maître d'Ouvrage *Autocad 2017, REVIT*)

7.3 Installation organisation, sécurité et hygiène du chantier.

7.3.1 Zones de stockage

Une zone de stockage peut être mise à la disposition du Titulaire, sur sa demande, et sous réserve de disponibilité.

La zone de stockage mise à disposition est sous la responsabilité du Titulaire.

7.3.2 Réunion de chantier conduite des travaux

Les rendez-vous de chantier auront lieu au moins une fois par semaine, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'Œuvre et en accord avec le représentant légal du Maître d'Ouvrage.

7.3.3 Représentant du Titulaire pour l'exécution

Dès la notification du marché public, le Titulaire désignera une personne physique qui le représentera vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ou de son représentant légal, du Maître d'Œuvre, pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

Cette personne chargée de la conduite des travaux devra avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires et signer les plans de prévention.

A défaut d'une telle désignation, l'entrepreneur est réputé personnellement chargé de la conduite des travaux.

Les entrepreneurs ou leur représentant devront obligatoirement assister à tous les rendez-vous auxquels ils auront été convoqués. Ils devront, en outre, assister à tous les rendez-vous extraordinaires fixés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre.

7.3.1 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, il ne sera pas tenu de registre de chantier.

7.3.1 Forme des notifications et informations au Titulaire

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- Lettre par porteur avec récépissé du Titulaire ;
- Courrier électronique avec demande d'accusé de réception.

Les notifications sont faites à l'adresse du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le RPA prévoit tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

Les échanges dématérialisés sont autorisés pour la vie courante du chantier. Ils ne peuvent néanmoins être considérés comme garantissant de manière absolue la transmission effective des envois et leur date certaine, de sorte qu'ils ne pourront être utilisés pour les communications importantes de nature à préjudicier aux droits des parties telles que :

- les ordres de service et les réserves dont ils font l'objet,
- les demandes de paiements, les décomptes et les contestations dont ils font l'objet,
- les réclamations,
- les actes afférents aux constats d'achèvement, réception, levée de réserves et garanties,
- les mises en demeure et sanctions contractuelles.

7.3.2 Nettoyage

Le Titulaire sera responsable de l'état de propreté du chantier durant sa période d'intervention. Il sera exigé un nettoyage hebdomadaire au minimum.

Cette prestation est réputée incluse dans le prix du marché public et ne pourra donner lieu à un quelconque complément de rémunération.

7.3.3 Inspection commune préalable du/des lieu(x)d'intervention

Conformément à l'article R 4512-6 du Code du travail, une inspection commune des lieux d'interventions est organisée après la notification du marché public par l'EFS avec le Titulaire.

7.3.4 Plan de prévention

En application de l'article R 4512-7 du Code du travail, un plan de prévention écrit est établi après notification du marché public, conjointement par l'EFS et le Titulaire et pour chaque sous-traitant. **Ce document doit être établi au plus tard le premier jour de la réalisation des travaux ».**

ARTICLE 8 - RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES

8.1 Réception

Une réception sera prononcée par le Maître d'Ouvrage en application de l'article 41 du CCAG/travaux.

La réception déterminera la période du délai de garantie de parfait achèvement des travaux exécutés.

8.2 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du C.C.A.G. demeurent seules applicables.

8.3 Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution sont décrites aux articles 29.1 et 40 du C.C.A.G.

Le Titulaire est tenu de fournir le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) en 4 exemplaires dont un reproductible ; Sous format papier et un exemplaire sous format physique électronique (CD, DVD, clé USB).

Le Titulaire doit disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le Maître d'Ouvrage.

8.4 Délai de garantie

Le délai de garantie est de un an (garantie de parfait achèvement) à compter de la date de réception des travaux.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail.

- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE PUBLIC

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire, sous réserve, le cas échéant, d'indemniser ce dernier du préjudice subi.

Dans ce cas, le montant de l'indemnité de résiliation est obtenu en appliquant un pourcentage de 4 % au montant du marché diminué du montant des prestations effectuées et admises.

Toutefois, aucune indemnité n'est due si la résiliation est suivie de l'attribution, par le Pouvoir adjudicateur, d'un nouveau marché au Titulaire portant sur le même objet.

La conclusion d'un marché public national sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public, pour répondre aux besoins de l'EFS, tous établissements de transfusion sanguine confondus, peut constituer notamment, un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

10.2 Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 46.3 du CCAG pour faute du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.

En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.

S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 11 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas d'inexécution par le titulaire des travaux qui lui sont confiés, le RPA peut faire procéder à l'exécution aux frais et risques de ce dernier en application des articles 48.2, 48.3 et 48.4 du CCAG Travaux.

ARTICLE 12 - ASSURANCE

12.1 Assurance pour les risques professionnels

Le Titulaire du marché public doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché public, conformément aux prescriptions du règlement de la consultation relatif au présent marché public, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier,) elles devront être transmises dans le délai de quinze jours de la notification du marché public et avant tout début d'exécution.

12.2 Assurance responsabilité civile (RC)

Le Titulaire du marché public doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est Titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le Titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

En cas de retard dans la transmission des attestations, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies dans le présent CCAP.

12.2.1 RC après travaux

L'entrepreneur doit être Titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) **survenant après les travaux**.

12.2.2 Justificatif d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le Titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

12.3 Assurance responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le Titulaire, et s'il y a lieu ses-cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier entête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le Titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

12.4 Assurance des travaux

12.4.1 Assurance tous risques Chantier

Le Maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

12.4.2 Assurance dommages – ouvrage

Le Maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

12.5 Dispositions diverses

12.5.1 Absence ou insuffisance de garantie du Titulaire

Le Titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le Titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le Titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

12.5.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

L'attention du Titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

12.5.3 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le Titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ces assureurs constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

ARTICLE 13 - **REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français, seuls compétents.
Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges respectifs.

ARTICLE 14 - **OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION** **SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail dans sa version issue du décret n 2008-244 du 7 mars 2008.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de Fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six mois ;
- D'une attestation sur l'honneur datée et signée du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Par ailleurs, le Titulaire remet également la liste des salariés étrangers (article D8254-2 du Code du travail).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>